

M. Clark a fait mention des audiences que le Comité a tenues dans toutes les régions du pays sous la présidence du sénateur Simard et du député Tom Hockin, et il a décrit le rapport comme "un effort sans précédent de participation démocratique au développement de la politique étrangère du Canada". Il a esquissé les divers moyens par lesquels le gouvernement a agi ou se propose d'agir pour appliquer les recommandations du Comité. Selon M. Clark, le gouvernement convient entièrement avec le Comité que le Canada peut et doit jouer un rôle de chef de file au sein des institutions multilatérales.

M. Clark a spécifiquement mentionné que le gouvernement a accepté les recommandations touchant l'exploitation du potentiel commercial des marchés de la région Asie-Pacifique, le maintien de la croissance réelle de l'aide publique au développement, la recherche avec les provinces de moyens d'attirer un plus grand nombre d'étudiants étrangers au Canada, la création au Canada d'un institut international pour aider les pays du Tiers-Monde dans le domaine des droits de la personne et du développement des institutions démocratiques, et l'adoption de mesures concrètes pour renforcer la dimension septentrionale de la politique étrangère du Canada.